

Didier Reynders

«Le PS a un discours dans la rue et un autre quand il est au gouvernement»

LES PHRASES CLÉS

«J'ai siégé avec Di Rupo, Magnoste, Onkelinx et Labille, ils ont fait passer des réformes économiques qui n'étaient pas de gauche.»

«Essayer de faire croire que la FGTB n'est pas socialiste, c'est essayer de faire croire que la CSC n'est pas le syndicat chrétien.»

«L'agitation sociale prend surtout dans les bastions de Liège et du Hainaut. Nous voulons le retour au calme, créer des emplois, ce que nous faisons, c'est la meilleure des réponses.»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT

Hasard et coïncidence, le calendrier d'un responsable politique est, parfois, goguenard. Prenez le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Didier Reynders, par exemple. Alors qu'il s'apprête à mener cette semaine une mission à Cuba, probablement y sera-t-il confronté à moins de grèves initiées par les forces socialistes qu'en Belgique. Bref, actualité chaude et Didier Reynders, c'est bien connu, n'a pas sa langue en poche.

Des grèves dans les prisons, des grèves à la SNCB, des grèves (prévues) dans les services publics: ça va mal depuis que ce gouvernement fédéral est en place...

Calmons-nous parce qu'on nage en plein surréalisme. Vendredi matin, j'ai entendu deux responsables socialistes (Jean-Pascal Labille et Elio Di Rupo, NDLR). L'un a annoncé des problèmes sociaux à venir chez bpost alors que pas le moindre syndicaliste n'avait encore dit un mot en ce sens. Soit dit en passant, on parle quand même ici d'informations sensibles sur une société cotée en Bourse... Quant à l'autre, il a essayé de faire croire que la FGTB n'était pas un syndicat socialiste...

Et alors?

Alors, on a eu la démonstration par A + B qu'un parti, le Parti socialiste, est en train d'instrumentaliser les mouvements sociaux à des fins politiques. Vous imaginez: Labille nous dit où aura lieu la prochaine contestation sociale... Ensuite, après avoir été mani-

fester mardi, dans ce qui était presque une grande fête des voisins, Di Rupo essaye de dire que la FGTB n'est pas socialiste... C'est comme essayer de faire croire que la CSC n'est pas un syndicat chrétien, c'est assez compliqué. Allons, Marc Goblet lui-même est un ancien échevin socialiste, il faut arrêter de jouer avec la réalité. Et il a dit que son objectif c'était de faire tomber ce gouvernement fédéral, au moins ça, c'est clair.

Fait interpellant: en Flandre, on ne débraye pas.

Exact, et ça accentue l'idée de décrochage de la Wallonie par rapport à la Flandre, mais il n'y a pas que cela. Il faut être honnête et regarder les choses objectivement, à Bruxelles, l'agitation sociale n'a pas le même impact qu'en Wallonie. Et en Wallonie même, on voit très bien que l'axe Brabant wallon, Namur, Luxembourg fonctionne correctement lui aussi. C'est donc essentiellement dans les anciens bastions industriels liégeois et hennuyer que ce mouvement social a un peu de succès...

Là où le Parti socialiste est le plus fort, voulez-vous dire?

Ces derniers jours, j'ai entendu Paul Magnoste dire que le PS et le PTB ne sont pas très éloignés, finalement. Oui mais ça, c'est quand les socialistes sont dans l'opposition. Regardez: ils sont au pouvoir en Région wallonne et en Région bruxelloise. Mieux: ils y sont depuis la création de ces Régions, depuis plus de trente ans! Ils pourraient taxer les riches et appliquer tout ce qu'ils prétendent faire, mais ils ne l'ont pas fait...

Pourquoi?

Peut-être parce que le cdH est un partenaire tellement fort qu'il les empêche de réaliser leur programme... Sérieusement: les socialistes ont un discours quand ils sont dans l'opposition, un discours qu'ils essayent de vendre dans la rue aujourd'hui, et un autre discours qu'ils tiennent quand ils sont au pouvoir à la table d'un gouvernement. J'en sais quelque chose: Di Rupo, Onkelinx, Labille ou Magnoste, j'ai siégé avec chacun d'eux au gouvernement et on a fait passer une série de réformes socio-économiques que je ne qualifierais pas de gauche. Du coup, les gens, à gauche, aujourd'hui, ont logiquement plus tendance à se diriger vers le PTB qui lui est peut-être plus crédible. Un vrai programme de gauche, ça a plus de chance de voir le jour si le PTB arrive au pouvoir.

Comment va-t-on sortir de cette ornière sociale?

Il faut du calme et de la concertation. François Bellot dialogue avec tout le monde à la SNCB, Koen Geens déploie des trésors de pa-

tience pour négocier avec les gardiens de prisons. La bonne réponse, c'est la création d'emplois, la stimulation économique, davantage de sécurité pour les gens. Mais en face de nous, on a un courant politique et un syndicat qui attrisent les braises et boutent le feu à tout ce qu'ils trouvent.

Le MR avait promis un service minimum dans les transports, il n'est toujours pas là...

On s'y emploie. Peut-on accepter de ne toujours pas avoir de service minimum dans les transports? Non, c'est clair. On va s'employer à changer cela dans la concertation. Pareil: il faut un service minimum dans les prisons. On en est arrivé à une situation où les Pays-Bas ne veulent plus extraditer de prisonniers vers la Belgique. C'est intolérable: on a un service minimum dans les hôpitaux ou même à la RTBF, et on n'en a ni dans les transports ni dans les prisons, il faut changer cela.

Cela arrange la N-VA, les grèves côté francophone, finalement, pour pointer les différences avec la Flandre...

J'entends qu'on hurle sur le gouvernement fédéral et sur le MR qui est en coalition avec trois partis flamands, mais dans la pratique, c'est différent de ce que certains essayent de faire croire. Avec un ministre N-VA Jan Jambon, je viens de sceller un accord de refinancement des musées royaux qui porte sur 140 millions d'euros... C'est quand même symbolique, c'est positif et cela prouve que concrètement, la situation est à des années-lumière de ce que l'opposition et un syndicat essayent de nous vendre. Nous parvenons à aller au-delà des vivages et à montrer par des faits qu'on avance.

Des grèves en rafale, une situation post-attentats, une mobilité cauchemardesque, c'est facile de vendre la Belgique à l'étranger?

Les grèves à l'aéroport, par exemple, ont eu un impact négatif à l'étranger. Mais il faut quand même dire que le Belgium bashing, cela vient davantage de Belgique même que de l'étranger. C'est assez surréaliste si vous comparez à la situation française où les troubles sociaux sont quotidiens... Mais ici on a des grands «patrons», l'un d'un hôpital universitaire, l'autre d'une entreprise appartenant à la Région wallonne, qui viennent nous dire que la Belgique va mal... Je voyage et je peux vous dire qu'on a une qualité de vie en Belgique qu'on ne retrouve pas beaucoup ailleurs. Mais bon, c'est une spécialité belge de dire que tout va mal chez nous même quand les faits prouvent le contraire. Je suppose que si les Diables Rouges font un beau parcours à l'Euro ou que si David Gof-

fin continue sur sa lancée à Roland Garros, ça fera oublier leurs aigreurs à certains.

Est-ce normal qu'ont ait peu vu le Premier ministre Charles Michel alors que l'agitation sociale est à son comble?

Ce n'est pas au Premier ministre à monter en première ligne dès qu'il y a un problème, ça n'a jamais été le cas avec aucun Premier ministre. Il y a des instances de concertation, il y a des patrons dans les entreprises publiques et il y a aussi des ministres compétents dans les différents dossiers: chacun doit bien tenir son rôle. Ensuite, sur la campagne de promotion de la Belgique, c'est normal qu'il s'implique.

Vous menez une mission diplomatique à Cuba à partir de dimanche. Pourquoi?

La Belgique a toujours essayé de maintenir

le fil du dialogue avec Cuba; il est donc normal et important pour nous d'y retourner maintenant que le mouvement d'ouverture est enclenché. Nous plaidons pour une levée de l'embargo qui continue de frapper Cuba. Il y a également la question de Guantanamo qui est importante: la Belgique avait accepté de reprendre une série de prisonniers.

Allez-vous aborder sur place la question des droits de l'homme?

Evidemment, les questions liées aux droits de l'homme et à la démocratie seront sur la table, je rencontrerai outre mon homologue, la société civile, entre autres aussi le milieu médical et universitaire.

Allez-vous rencontrer Castro?

Une demande a été posée en ce sens, mais nous n'avons pas encore eu de confirmation. Nous voulons aussi mettre l'accent sur la

coopération trilatérale. En ce qui concerne la lutte contre certaines maladies, nous pouvons agir avec Cuba pour améliorer les choses en Afrique centrale, c'est très porteur comme formule de coopération.

Tout le monde se précipite pour faire du business avec Cuba. Que dites-vous aux entrepreneurs belges désireux de se lancer là-bas?

Qu'il est temps de se lancer dans la prospection, mais certaines craintes, de la même nature que ce qu'on a connu avec l'Iran, sont là. Des entreprises ont été frappées par des sanctions américaines parce qu'elles avaient fait du business avec ce pays-là. Mais en tout état de cause, entre autre avec le Duroire, nous œuvrons à améliorer le climat commercial entre la Belgique et Cuba, pas question que les Belges restent au balcon.

«On a un service minimum à la RTBF, mais on n'en a même pas dans les prisons ou à la SNCB: ça ne va pas.»